

Note du Président du Conseil de sécurité transmettant le texte d'une lettre, en date du 31 juillet 1972, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité concernant l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale

[Original : anglais/espagnol]
[31 juillet 1972]

Comme il a été indiqué dans la déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité à la fin de la 1656^e séance du Conseil, la lettre suivante a été envoyée par le Président du Conseil au Secrétaire général le 31 juillet 1972 :

"J'ai l'honneur de me référer à votre note du 25 février 1972 concernant la résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale, dans laquelle cette dernière vous priait, entre autres, de lui présenter, à sa vingt-septième session, un rapport sur les mesures prises en application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale. Dans cette note, vous déclariez que, puisque la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, adoptée par l'Assemblée générale le 16 décembre 1970 en tant que résolution 2734 (XXV), contient un certain nombre de recommandations précises concernant le Conseil de sécurité, vous espériez que ces recomman-

dations seraient étudiées comme il convient et que les renseignements sur les mesures prises par le Conseil conformément aux dispositions pertinentes de la Déclaration ci-dessus mentionnée seraient présentés à temps pour être inclus dans le rapport demandé par l'Assemblée générale.

"A cet égard, je me réfère à la lettre en date du 31 mars 1972, adressée par le Président du Conseil de sécurité aux membres du Conseil, qui a été distribuée en tant que document du Conseil [S/10583], et de vous informer que les membres du Conseil de sécurité, pour qui la question du renforcement de la sécurité internationale est d'une grande importance, étudient actuellement la forme et la teneur d'une réponse à votre demande."

Le Président du Conseil de sécurité,
(Signé) Carlos ORTIZ DE ROZAS

DOCUMENT S/10752 ET ADD.1*

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 310 (1972) du Conseil de sécurité

[Original : anglais]
[31 juillet 1972]

1. A sa 1638^e séance, tenue à Addis-Abéba le 4 février 1972, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 310 (1972) concernant la situation en Namibie. Par le dispositif de cette résolution, le Conseil de sécurité :

"1. *Condamne énergiquement* l'Afrique du Sud pour son refus de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie;

"2. *Réaffirme* que l'occupation continue de la Namibie par les autorités sud-africaines est illégale et porte atteinte aux intérêts du peuple de la Namibie;

"3. *Déclare* que l'attitude de défi que l'Afrique du Sud oppose aux décisions du Conseil sape l'autorité des Nations Unies;

"4. *Condamne énergiquement* les récentes mesures répressives dirigées contre les ouvriers africains en Namibie et demande au Gouvernement sud-africain de mettre immédiatement un terme à ces mesures répressives et d'abolir tout système de travail qui ne serait pas conforme aux dispositions fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"5. *Demande* à tous les Etats dont des ressortissants et des sociétés ont des activités en Namibie, nonobstant les dispositions pertinentes de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, d'employer tous les moyens disponibles pour s'assurer que la politique de recrutement de travailleurs namubiens par ces ressortissants et ces sociétés est conforme

aux dispositions fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"6. *Considère* que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain en dépit des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies crée une situation préjudiciable au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région;

"7. *Demande* à l'Afrique du Sud de retirer immédiatement sa police et ses forces armées ainsi que son personnel civil du Territoire de la Namibie;

"8. *Décide* que, au cas où le Gouvernement sud-africain ne respecterait pas la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour déterminer les dispositions ou mesures efficaces à prendre, conformément aux chapitres pertinents de la Charte, afin d'assurer l'application totale et rapide de la présente résolution;

"9. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution au plus tard le 31 juillet 1972."

2. Immédiatement après son adoption, le Secrétaire général a transmis par télégramme le texte de la résolution 310 (1972) au Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud.

3. Par une note en date du 29 février 1972, le Secrétaire général a également transmis le texte de la résolution 310 (1972) aux gouvernements de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux gouvernements des Etats membres des institutions spécialisées. Dans sa note, le Secrétaire général a déclaré que, de manière à pouvoir présenter le rapport qui lui est demandé au paragraphe 9 de la

* Le document S/10752/Add.1, en date du 31 août 1972, contenait la réponse de la Roumanie, reçue après la distribution du rapport.